L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DU CONSEIL GENERAL ET DE LA PREMIERE MUNICIPALITE—NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 11 OCTOBRE 1848.

OPINION DU GENERAL WM. O. BUTLER SUR LES FRANÇAIS ET LES CRÉOLES DE LA LOUISIANE.

Extrait d'un discours prononcé au Congrès, du mois de février 1845, par le général WM. O. BUTLER, *candidat démocrate à la Vice-Présidence.*

"On sera sans doute étonné d'apprendre que dans une bataille livrée en vue de la Nile-Orléans, et de laquelle, personne ne le nie, dépendait le sort de cette ville, *il n'y eut en tout que 488 habitans de la Louisiane, et que de ce nombre* 208 étaient des hommes de couleur libres. N'y avait-il donc pas à la Nouvelle-Orléans et aux alentours d'autres personnes capables de porter les armes? Et s'il en est ainsi, où étaient-elles dans un moment aussi critique? Voilà des questions qui se présentent naturellement à l'esprit. Monsieur, pour ce qui est de la défense militaire de la Nouvelle-Orléans, j'ai tout lieu de croire que le général Jackson, avec les renseignemens qu'il possédait *aurait préféré voir deux mille de ses soldats blottis et environnés d'un bon fossé.*"

Il y avait aussi à la Louisiane (en 1814-15) une certaine classe de la population qui n'était pas bien vis-à-vis de la nation. La ville et les campagnes étaient remplies *d'étrangers* venus de tous les pays, appartenant à toutes les races, parlant toutes les langues. La seule affaire de ces hommes était d'amener leur position. Qui oserait prétendre que ces étrangers fussent tous honnêtes et sincères, qu'ils fussent prêts à mourir pour une cause qui leur était indifférente? Qui oserait affirmer que ces étrangers ne fussent pas passés à l'ennemi qu'ils croyaient déjà victorieux? SI LA MOITIÉ DE LA POPULATION DE LA LOUISIANE EUT JURÉ QUE L'AUTRE MOITIE RESTERAIT FIDÈLE, PENSE-T-ON QUE LE GÉNÉRAL JACKSON, QUI CONNAISSAIT SI BIEN LE CŒUR HUMAIN ET LE MOBILE DE NOS ACTIONS, EUT PU UN SEUL MOMENT AJOUTER FOI A UNE PAREILLE ASSERTION? Mais le général Jackson n'était pas seulement guidé par sa connaissance des hommes et des choses. Un fait avéré, avant qu'il arrivât à la Nouvelle-Orléans, lui était plein d'ESPIONS et de TRAITRES.

Les troupes de la ville de bataillon d'Orléans furent les premières à manifester des signes d'insubordination. Beaucoup de volontaires (Créoles et Français, demandèrent la permission de reconduire en ville, en disant qu'ils avaient droit à cette faveur parce que leurs familles et leurs amis demeuraient à la Nouvelle-Orléans. ET PUIS LE JOYEUX CARNAVAL TOUCHAIT A SA FIN, ET L'AMOUR DU PLAISIR QUI DISTINGUE LES CREOLES-LA PLUPART SONT D'ORIGINE FRANÇAISE-L'EMPORTAIT SUR LEUR PATRIOTISME. Leur demande n'ayant pas été favorablement accueillie par le général Jackson, beaucoupde volontaires (du bataillon d'Orléans) qui étaient *en avant sur la ligne, se retirèrent de la position la plus importante, comme s'ils eussent tout accomplit, mais ils ne firent que protéger leur fuite honteuse.* Mais des certificats que leur avait délivrés le consul, ils vinrent reclamer leur décharge et l'assurer-ils ensuite, pour défendre leurs propres jours, des frères d'armes accourus d'Etats-Unis?

PROTESTATION DE M. Edw D. WHITE
REPRESENTANT DE LA LOUISIANE AU CONGRÈS, CONTRE LES CALOMNIES
DE M. BUTLER.

"Un état accapté, *inutile grossièrement* en face de ce Chambre. Cette insulte ne m'a pas été adressée personnellement, mais elle atteint ceux que je représente.

Le peuple de mon Etat et plus particulièrement *mes concitoyens non lettrés* ONT FAIT LES PLUS GRANDS SACRIFICES ET TRAVESTIS dans les débats qui ont eu lieu dans cette enceinte. On a avancé que la plupart de ceux que je représente, étaient dans la dernière guerre, des ESPIONS et des TRAITRES, on a affirmé que ceux qui étaient *hostiles à la cause* que le pays avait à soutenir, et qui les avaient invités à se JOINDRE A L'ENNEMI POUR COMBATTRE LEURS FRÈRES D'ARMES. Les infâmes accusations ont circulé sans aucune contradiction. D'après les rapports, une n'est présenté aucune occasion pour les examiner et pour les démentir. Dans vingt ou trente heures, cette session va être arrivée à son terme et ces odieuses accusations auront passées dans vos archives au nombre des documents historiques.

La vérité, la justice, l'équité gratuite faite à l'une des plus estimables portions du peuple des Etats-Unis, la réparation d'une injure, exigent impérieusement que quelques mots soient adressés en réponse à ces accusations sans fondement. Je ne puis rester sous le coup de tout pareil reproche, je puis, je dois, je veux en repousser avec indignation le soupçon. Je ne puis rien de plus que de m'en prouver la fausseté."

CALOMNIES DU GÉNÉRAL BUTLER REFUTÉES PAR LE GEN. JACKSON

Quartier-général, 7e division militaire, 27 janvier 1815.

A M. Nicolas Girod,
Maire de la ville de la Nile-Orléans.

Monsieur—

Profondement touché, depuis mon arrivée, de l'unanimité et du zèle patriotique déployés par les citoyens dont vous êtes le digne magistrat, je m'estimerais exposé à blesser notre réputation si celle de pourvoir à leur défense m'avait empêché de reconnaître publiquement leurs mérites. Je vous prie, Monsieur, de communiquer aux habitans de notre honorable ville *la haute opinion qu'ils de leur patriotisme, de leur amour de l'ordre et de leur attachement aux principes de notre excellente Constitution. Le courage qu'ils ont montré au moment d'un péril extraordinaire et la magnanimité avec laquelle ils ont écarté toutes les craintes que le besoin de le vaincre devait faire naître*, ne sont pas pour moins dignes d'admiration que l'humanité dont ils ont fait preuve envers nos malades et nos blessés et même envers les prisonniers. La libérale avec laquelle leurs représentants au Conseil de Ville ont pourvu aux besoins de familles des combattants, avec tant de humanité éclairée et a produit les effets les plus bienfaisants. *On trouverait difficilement une population qui ait plus digne d'éloges que celle de la Nouvelle-Orléans.*

Tandis que les armes gen[illegible] sur le champ de bataille et soppasent aux progrès de l'ennemi, les vertus ils gardaient la ville et y maintenaient le bon ordre. Les témoignage même encourageant[illegible] leurs mains et leurs frères à porter la gloire du danger et du devoir. Non contentes d'exercer dans ce but la puissante influence dont la nature ses a douées et que la beauté et les grâces des Louisianaises rendent si irrésistible, elles se sont distinguées encore d'avantage, et, mues par un sentiment d'humanité et de patriotisme, elles ont donné des vêtemens et un abri aux hommes qui étaient venus d'un état éloigné pour les protéger contre toute insulte. Au nom de ces braves, Monsieur, je vous prie de transmettre aux Louisianaises l'expression de notre admiration et nos sincères remerciements. Elles ont que la reconnaissance les bénisse de ceux qu'elles ont secourus, ne les oublieront pas dans leurs prières. Quant à moi, parmi toutes les circonstances qui ont marqué cette importante campagne, aucune ne me procure un aussi vif plaisir que la pensée d'avoir pu leur témoigner, à un peu d'exceptions près, *les mares, les frères, et les autres parents dont de pareilles femmes seules sont dignes.*

Je prévois, Monsieur, avec plaisir le moment où le départ définitif de l'ennemi vous permettra de reprendre l'exercice de votre charge et rendra les citoyens à leurs travaux ordinaires. *En s'exposant bravement aux dangers de la guerre, ils se sont montrés dignes des bienfaits de la paix.* Je leurs preuve d'ingratitude, si je ne me montrais pas sensible aux marques de confiance et d'affection dont vos concitoyens m'ont honoré personnellement. Cette confiance m'a permis de diriger avec un succès plus complet les mesures que j'avais prises pour leur défense. Pour ce qui est de leur affection, je la partage, et j'en conserverai le souvenir jusqu'à la mort.

Quant à vous, Monsieur le Maire, je vous prie de recevoir mes remerciemens pour le zèle actif, l'intégrité et la sollicitude que vous avez déployés dans l'exercice des devoirs qui vous étaient confiés, ainsi que pour la promptitude avec laquelle vous avez exécuté tout ce que réclamait le service public.

J'ai l'honneur d'être respectueusement,
Votre très obéissant serviteur,
ANDREW JACKSON,
Major General.

OPINION DE M. YANCEY,
Ex-Représentant de l'Alabama au Congrès, sur LEWIS CASS.

Je ne soutiendrai pas Lewis Cass. Que chacun soit juge selon ses actes. M. Cass est une girouette politique.—C'EST UN ABOLITIONISTE DE CŒUR, UN FAUX FRERE POUR LE SUD.

Aux Habitans.

500 barils CHAUX DE MARBRE, pour clari de lessiveuse, à vendre par F. H. MONNESEAUX,
18 sept 216, rue St-Louis, au Marble Yard.

CIGARES—30,000 de la marque Du Cabanas.
" 30,850 do La Fureza.
" 81,000 do Intrépides de Colon.
" 23,000 do La Norma.
" 220,800 do La Espanola.
" 10,500 do Lord Wellington.
" 25,000
501,150 cigares en debarquement du brick Adams Gray, à vendre par
19sept B. VALTON, 37, Commune.

Bottes, Souliers, Chapeaux, Casquettes

1500 caisses en magasin, et en déchargement des frères navires Delmatie, Maid of Orleans et Clifton, comprenant un assortiment général des marchandises ci-dessus nommées, à vendre par
21sept FROST & CO.,
rue des Magasins.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISSE.
No 83, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS
MERCREDI MATIN, 11 OCTOBRE.

CANDIDATS WHIGS.
POUR PRESIDENT:
ZACHARY TAYLOR,
DE LA LOUISIANE.
POUR VICE-PRESIDENT:
MILLARD FILLMORE,
DE NEW-YORK.
Ticket Electoral:

PREMIER DISTRICT.....JACQUES TOUTANT
SECOND DISTRICT.....J. P. BENJAMIN.
TROISIEME DISTRICT.....MANUEL J. GARCIA.
QUATRIEME DISTRICT.....C. ADAMS, Jr.
CINQUIEME DISTRICT.....JOHN MOORE.
SIXIEME DISTRICT.....JAS. G. CAMPBELL.

Mes vœux sont pour le pays, pour le pays tout entier.—Je désire ardemment et sincèrement que l'homme, quel qu'il soit, qui sera placé à la tête de la Nation, puisse, par une fidèle adhésion à la Constitution, nous rendre heureux à l'intérieur et nous assurer le respect des peuples.
Z. TAYLOR.

Je désavoue à jamais, et de la manière la plus formelle, toute pensée de mettre en question les droits de propriété des citoyens du Sud.
MILLARD FILLMORE.

MANIFESTATION DE LUNDI SOIR.
LES FILLMORE RANGERS.

La manifestation de lundi soir a répondu à l'attente des vrais amis du pays. Des menaces avaient été adressées à une partie honorable de la population; elle les a bravées en allant tenir une assemblée publique dans des limites qui semblaient lui avoir été interdites. Nous avons rarement assisté à une réunion aussi nombreuse et aussi enthousiaste. Les intrépides FILLMORE RANGERS étaient là dans toute leur force, et leurs rangs pressés formaient un rempart impénétrable autour de la tribune des orateurs.

Le meeting n'avait pas seulement le caractère des assemblées ordinaires. C'était un acte très significatif qui donnera sans doute à penser à nos adversaires. L'assemblée a été convoquée au nom de M. Fillmore; les orateurs n'ont parlé que de la candidature de M. Fillmore. Il était temps enfin de protester d'une manière éclatante contre les absurdes calomnies dont notre candidat à la vice-présidence est l'objet. Des esprits étroits, aveugles par l'esprit de parti, cherchaient depuis longtemps à le travestir en abolitioniste. Impuissans contre le gén. Taylor les meneurs locofocos s'étaient promis d'exploiter quelques-uns des plus honorables antécédens de M. Fillmore au profit de leur haine et de leur ambition. Tout un plan d'attaque a été préparé à Washington, tout un complot ourdi par les intrigans de la capitale. On avait choisi M. Fillmore pour victime, et il devait succomber. Ces odieuses machinations ont été déjouées. Les whigs du Sud sont restés fidèles à la cause de leurs candidats, et ont prouvé à leurs adversaires que de sottes clameurs et de fariboudes déclarations n'exerceront jamais aucun empire sur le bon sens et la raison du peuple.

On a cru à tort que M. Fillmore, parce que M. Fillmore est de New-York. On a accolé à son nom l'épithète d'abolitionniste, comme s'il suffisait de naître dans un Etat du Nord pour partager les doctrines des quelques fanatiques qui s'y trouvent. M. Fillmore, abolitionniste! En vérité, la plaisante chose! Le véritable abolitioniste est l'homme qui, dans une célèbre brochure, a écrit ces mots qui sont une sanglante injure pour le Sud: *Je ne suis par propriétaire d'esclaves, je ne lui jamais été et je ne le serai jamais. Je demanderai immédiatement l'ABOLITION de l'esclavage, si cette mesure pouvait être mise facilement à exécution.* Comment appeler-vous un homme qui demande l'ABOLITION de l'esclavage? Nous nous trompons fort, ou cet homme s'appelle un ABOLITIONISTE, comme l'a fait remarquer avec raison un des orateurs qui ont pris la parole avant-hier soir. Si M. Cass ne demande pas en ce moment même l'ABOLITION de l'esclavage, c'est que probablement la chose ne se ferait pas *facilement.* M. Cass ne l'ignore pas et il attend un moment plus favorable.

Mais revenons à M. Fillmore et à ses détracteurs.

Nous sommes heureux que les jeunes gens de la Nouvelle-Orléans se soient formés en association sous les auspices de M. MILLARD FILLMORE. C'était la meilleure manière de protester contre d'odieuses calomnies. Notre devoir à tous est de nous ranger sous la bannière des RANGERS. C'est le club politique le plus enthousiaste et le plus nombreux de la ville. Il se compose de jeunes Louisianais pleins d'ardeur et de zèle. C'est presque un ordre; les whigs qui se rencontrent se demandent maintenant: QUI ÊTES-VOUS? Et l'on répond: FILLMORE RANGER. Vivent les FILLMORE RANGERS! Ils contribuent puissamment par leur activité et leurs excellentes dispositions à grossir la majorité que nous obtiendrons ici le 7 novembre prochain.

Que les meneurs locofocos persévèrent dans la voie où ils sont entrés. Qu'ils continuent leurs prédications insensées contre l'un des plus honorables citoyens de l'Union. Qu'ils le diffament et qu'ils l'outragent en lui appliquant les épithètes de *meurtrier* et *d'assassin.* Les whigs se rient de leurs puériles colères, et répondent à leurs calomnies en s'enrôlant sous la bannière de Fillmore.

Oui, les whigs soutiendront M. Fillmore, et ils le soutiendront avec toute l'ardeur qu'ils mettaient à défendre le général Taylor. Levons-nous dans toute notre force, et adoptons désormais pour cri de ralliement ce nom que nos adversaires ont tant outragé. Tous, sans exception, nous inscrire nos noms sur les listes des RANGERS.

A l'assemblée tenue lundi soir, à la barre du chemin de fer de Pontchartrain, M. William H. Sara a lu à haute voix le manifeste suivant, qui a été adopté par acclamation:

MANIFESTE DES FILLMORE RANGERS.

Les jeunes gens de la ville de la Nouvelle-Orléans, voulant remplir fidèlement et efficacement leurs devoirs envers leur pays et envers la cause sacrée de la liberté constitutionnelle, dans la prochaine élection d'un président et d'un vice-président des Etats-Unis, se sont formés en un club afin d'arriver à une organisation convenable, à l'union des esprits, à la confiance mutuelle, à l'énergie et à l'harmonie dans leurs actes.

Ils se plaisent à envoyer leurs sympathies à tous les jeunes gens des Etats-Unis dans un véritable esprit de patriotisme, d'union et de bonne entente.

Les citoyens de la Louisiane qui considèrent les choses avec calme ne doutent pas que le vice électoral de cet Etat ne soit assuré à Zachary Taylor, comme président des Etats-Unis. Les jeunes gens de la Nouvelle-Orléans assurent leurs concitoyens dans toute l'Union que le vote électoral de la Louisiane pour la vice-présidence sera Millard Fillmore. Il n'y aura pas d'hésitation parmi les votans de cet Etat. Ils ne se laisseront pas ébranler par d'indignes calomnies, et ils ne refuseront pas de rendre justice aux services publics, au patriotisme épuré, au caractère éminent d'un véritable homme d'état américain, parce que cet homme est né par hasard au Nord de la ligne tracée par Dixon et Mason. La réputation des grands hommes du pays appartient au pays tout entier.

Les jeunes gens de la Nouvelle-Orléans savent apprécier cette réputation. Ils honorent la vertu, le talent, les services publics et le patriotisme, que ces qualités se trouvent dans un homme de l'Est ou de l'Ouest, du Nord ou du Sud, dans un homme qui réside à la Louisiane ou à New-York. Pleins de confiance dans la haute probité, dans les principes constitutionnels et dans le patriotisme dont Millard Fillmore a toujours fait preuve, ils ont, en formant leur club, adopté le nom de FILLMORE RANGERS, et ils s'engagent à assurer par tous les moyens honorables l'élection de Zachary Taylor et de Millard Fillmore.

Et maintenant, parlant au nom de leur association, les FILLMORE RANGERS de la Nouvelle-Orléans invitent les jeunes gens de New-York et de toutes les autres parties de l'Union, sans distinction ni préjugé de localité, à se joindre à eux et aux citoyens plus âgés de la République, pour concourir ensemble à but national, à l'élection de Zachary Taylor et de Millard Fillmore, qui ne seront ni l'un ni l'autre les créatures d'un parti, mais le président et le vice-président de tout le pays, dont ils maintiendront la glorieuse unité.

Comité.
WILLIAM KENT,
SAMUEL FLOWER,
CYPRIEN DUFOUR,
GEO. C. LAWRASON,
CHRISTOPHER,
OVIDE DEBUYS,
GEO. W. CHRISTY,
L. F. GENERELLY,
F. MOUNY,
F. SCHEIXNEIDER.

BALTIMORE.—Une élection de shérif a eu lieu à Baltimore le 5 de ce mois. CHARLES F. CLOUD, le candidat démocrate, a été élu à une majorité de 170 voix. Or, la ville de Baltimore a donné il y a un an, au candidat démocrate au poste de gouverneur, une majorité de plus de 1500 voix. Cette majorité de 1500 voix a été réduite en un an à 170 voix!

DEPECHE TELEGRAPHIQUE
Transmise à l'Abeille.

ARRIVEE DU CAMBRIA.

La dépêche suivante, adressée à l'*Abeille*, a été transmise de New-York à Mobile par le télégraphe, et de cette dernière ville à la Nouvelle-Orléans par la malle.

New-York (il n'y a pas de date.) *Le Cambria* est arrivé à Boston après une traversée de treize jours. (Ce steamer étant parti de Liverpool le 23 septembre, est probablement arrivé à Boston le 6 de ce mois.) Le marché aux cotons a fléchi. (La fraction n'est pas donnée, mais d'autres dépêches la fixent à un huitième de penny.) Les ventes qui ont eu lieu à Liverpool pendant la semaine qui a précédé le départ du steamer ne sont élevées à 26,000 balles.

FRANCE.—On croit que Cavaignac ne réussira pas à établir une forme de gouvernement républicaine en France. On prévoit de nouveaux désordres.

GEORGIE.

Nous avons reçu les retours de 93 comtés, dont 6 dans le premier district, 7 dans le second, 8 dans le troisième, 6 dans le quatrième, 5 dans le cinquième, 2 dans le sixième, 10 dans le septième, et 8 dans le huitième. Le vote de ces 52 comtés, comparé avec celui de la dernière élection présidentielle, donne, comme on peut le voir par le tableau ci-joint, un résultat des plus satisfaisans:

1848	1844
Majorité whig 4,595	Vote whig 38,513
Do dém. 2,093	Do dém. 37,325
2,502	1,188
1,188	
Gain net 1,254	

Les retours du troisième district sont complets. Owen, whig, y a été élu à 492 voix de majorité. On a également reçu tous les retours du septième district. Stephens, le candidat whig, y a obtenu une majorité de 1,418 voix. Le second et le quatrième district donneront, selon toute apparence, un gain whig.

FLORIDE.

Une dépêche télégraphique de Savannah fournit les retours de Duval, ceux de quatre circonscriptions électorales du comté de Nassau, de quatre circonscriptions du comté de St John, et d'une circonscription du comté d'Alachua. Ces retours donnent une majorité de 31 voix au candidat démocrate au poste de gouverneur, et un nombre égal de voix aux candidats pour le Congrès. Le gain whig, dans les comtés que nous venons de nommer, est très considérable, et nous confirme dans la pensée que nos amis ont triomphé dans la Floride.

OPINION DU NEW-YORK EXPRESS.—Les journaux de New-York s'étonnent de l'opiniâtreté que l'on met dans le Sud à représenter M. Fillmore comme un abolitioniste. L'*Express*, dans un article en réponse à certaines questions absurdes du *Richmond Enquirer*, déclare formellement que M. FILLMORE N'A JAMAIS EU DE RAPPORT AVEC LE PARMI ABOLITIONISTE, ET QUE CE PARTI A TOUJOURS ETE HOSTILE AU CANDIDAT A LA VICE-PRESIDENCE. Est-ce clair! Quels sont les journaux les mieux informés sur les véritables opinions de M. Fillmore? Ceux du Nord ou ceux du Sud? Ceux de New York, où réside M. Fillmore, ou ceux de la Nouvelle-Orléans qui ignoraient encore il y a quelques mois l'existence du candidat whig à la vice-présidence?

HAVANE.—On a reçu à Savannah des nouvelles de la Havane jusqu'au 30 septembre. Les journaux de cette dernière ville ne font aucune mention du furieux ouragan qui a ravagé une partie des Antilles. Nous devons en conclure que l'île de Cuba a été épargnée.

L'hon. Henry Johnson nous a transmis des documents publics d'une grande importance pour lesquels nous le prions de recevoir nos sincères remerciemens.

NOUVELLES MARITIMES.—Le navire de guerre *Relief* a jeté l'ancre dans la rade de Norfolk le 27 du mois dernier.

Le capitaine John Grovin a reçu l'ordre de se rendre à bord de la frégate *Constitution* qui doit mettre prochainement à la voile de Boston pour la Méditerranée.

La frégate *Allegheny* se trouvait à Buenos-Ayres le 2 août dernier. On lui a transmis l'ordre de se rendre dans la Méditerranée.

PORTO CABELLO.—On a reçu à Nantucket des nouvelles de Puerto Cabello jusqu'au 13 septembre. L'escadre du gouvernement composée de dix navires, a appareillé de Puerto Cabello le 13 août pour aller à la rencontre de la flotte du général Paez. Celle-ci a été entièrement défaite; le navire du commodore a été coulé, et ce dernier a été fait prisonnier ainsi que plusieurs de ses officiers. Le 4 septembre, le général Paez se trouvait encore à St Thomas, mais on pensait qu'il partirait prochainement pour Curaçoa.

Chronique Locale.

EXTRADITION D'UN CRIMINEL.—Le premier cas d'extradition dont nous ayons eu connaissance, depuis la convention de 1843, entre la France et les Etats-Unis, a eu lieu hier.

On doit se rappeler qu'il y a environ 15 mois, un individu nommé Alexandre Lagendre alias de Letty Dubreuil, réclamé par le gouvernement français comme coupable de faux en écritures, avait été arrêté en cette ville, mais était parvenu à s'évader avant que l'ordre d'extradition n'ait été délivré par le Président. Entre temps, le ministre de France à Washington ayant fait connaître à notre gouvernement les charges qui pesaient sur lui, ordre fut envoyé au marshall de ce district d'avoir à délivrer le coupable au consul français.

Depuis cette époque, Dubreuil n'avait pu être arrêté, et il serait probablement encore en liberté, si le désir de goûter un des excellens dîners de Victor ne l'eût conduit chez le restaurateur au moment où l'alderman Fabre s'y trouvait pour le même motif. L'ordre de Washington fut immédiatement mis à exécution, et Dubreuil arrêté par M. Fabre, a été délivré à M. Roger, consul de France, qui l'a confié à deux officiers de police de cette ville, avec direction de le conduire à Pensacola et de le remettre à bord d'un navire de guerre français, afin qu'il soit reconduit dans son pays natal.

RECORDER GÉROIS.—AGRESSION DANS SON LIT.—John Finnigan a fait un affidavit devant cette Cour, contre Philippe Labadie, par qui il prétend avoir été assailli dans la nuit de lundi, pendant qu'il était tranquillement couché avec sa femme et ses trois enfants. L'accusé a été envoyé en prison.

ASSAUTS ET BATTERIES.—Une troupe d'individus accusés de propensités trop batailleuses pour un temps de paix, ont comparu hier devant cette Cour. C'est d'abord Thomas Patterson qui, négligeant les lois chevaleresques de notre époque, corrige sans raison Mme Mary Brown. Puis, Victoire Collins qui oublie la faiblesse de son sexe et frappe le Sieur Boulleau. Ensuite, Pierre Coriolan qui carillone sur les épaules de Mary Garcie; Henry Flooger qui entre dans la maison de Mme Barbara, la frappe d'une manière barbare, et insulte plusieurs autres dames; et enfin Jean Baleche qui assaille et bat Antoinette Marie. D'après les nombreux exemples qui précèdent, il est évident que la force n'est pas encore du côté de la jupe, ni les égards du côté des pantalons. Les délinquants ont fourni caution pour l'avenir.

—John Glynn, accusé d'assaut et batterie sur la personne d'Etienne Dupart, h. c. l., a été envoyé devant la Cour de 1er District. Il a fourni caution garantissant sa comparution.

DUEL.—Joseph Letellier a fait un affidavit devant cette Cour, dans lequel il déclare que MM. J. A. Bonneval et Boutet devaient se battre en duel. Un warrant a été lancé pour arrêter les délinquants.

VOL.—John Mount Steven a été arrêté hier dans la 1ère Municipalité, sous la déposition de Solomon Miller, qui l'accuse d'avoir volé dans sa chambre, à l'hôtel de North America, encoignure Bienville et Levée, une somme de $250 en argent, un mandat de $150 sur Gardiner Norcam & Co, et une montre en or; le tout à été saisi sur la malle qui a été enfoncée. Différentes prévensions pèsent sur l'accusé, qui a été vu sortant de la chambre du plaignant, quelque temps avant que le vol fût découvert.

RECORDER BALTWIN.—Après une absence de trois mois, son honneur M. Baldwin est revenu en ville et a repris ses fonctions. Ce n'est que justice que de tressaillir que l'alderman Gelding, qui le remplaçait comme recorder, a rempli les devoirs de cet emploi avec tout le zèle et toute l'urbanité possible.

HORS DE COUR.—J. Gallagher accusé par J. K. Dunbar d'avoir eu en possession un drap qui était sa propriété, a prouvé qu'il avait acheté le drap réclamé par le plaignant, d'un nègre nommé G. Washington, pour la somme de $80; et que ledit nègre faisait profession de charretier et était propriétaire de différentes voitures. L'affaire a été mise hors de Cour, quoique le Sr Dunbar ait identifié le drap comme sa propriété, la recorder pensant que cette cause était du ressort de la justice civile.

VAGUERIE.—Leto Rotta, vagabond incorrigible a été envoyé devant la Cour de 3e, District.

Acquitté.—Edward Lemaire accusé d'avoir fracturé le bras de Perry, qui était tranquille à sa plainte, après avoir prouvé qu'il n'étaient pas compabinés de cet assaut et qu'ils avaient été arrêtés à la place de celui qui l'avait commis.

CONSEIL DE LA SECONDE MUNICIPALITÉ.—Dans la séance d'hier soir, M. Peters, du comité des finances, a soumis une résolution portant que la taxe l'année prochaine, sur esclaves et propriétés, soit de un pour cent d'après le tableau de l'auditeur de l'Etat, et soit payable le 1 février prochain; qu'une déduction de deux et demi pour cent soit faite sur toute taxe payée antérieurement; que les taxes non acquittées à cette époque portent un intérêt de 8 pour cent, et en cas de non paiement que poursuite judiciaire ait lieu.—Cette résolution est suivie à l'ordre du jour sur la proposition du même.

Le Conseil s'occupe ensuite de questions peu importantes, et s'ajourne.

1re MUNICIPALITÉ.—*Résignation du comité des finances.*—On disait hier sur que MM. Depeyre, McNeil et Dupré, aldermen de la 1re Municipalité et membres du comité des finances, avaient envoyé leur résignation au Maire.

CONSEIL DE LA 1RE MUNICIPALITÉ.— Faute de quorum le Conseil s'est ajourné à vendredi prochain.

FAITS EUROPÉENS.

On sait que le gouvernement de Venise a envoyé à Paris M. Tommaseo, chargé de demander l'intervention de la France. Voici, à ce sujet, ce qu'on lit dans le dernier numéro de la *Gazette de Venise*, journal officiel:

"Nicolo Tommaseo est arrivé à Paris le 21 août. Il a fait remettre ses dépêches à M. Bastide, qui était malade, et qu'il n'a vu que le 23. M. Bastide l'a reçu avec la plus grande courtoisie, et lui a donné à entendre que toutes les négociations étaient la sortie des Autrichiens de toute l'Italie. La France veut la paix, mais une paix honorable, la paix, sauf toujours ce grand adverbe *honorablement.* (Ces derniers mots sont en français et soulignés dans la *Gazette de Venise.*) A toute extrémité, elle ne reculerait pas devant la guerre."

Si, comme on doit le croire, c'est M. Tommaseo qui a envoyé cette note à son gouvernement, il a certainement mal compris la pensée de M. Bastide. Demander aujourd'hui à l'Autriche d'évacuer purement et simplement l'Italie après la victoire qu'elle a remportée, quand elle n'a devant elle que des populations désarmées par les partis hostiles et paralysées par la guerre civile, faire de cette évacuation le premier base de la médiation, la condition *sine qua non* du traité, ce serait prouver qu'on gardait une arrière-pensée et qu'on fait, uniquement pour la forme, des propositions inacceptables.

Une telle conduite équivaudrait évidemment à une déclaration de guerre.

LE SCEAU DE L'ETAT.—Un arrêté du chef du pouvoir exécutif dispose qu'à l'avenir, le sceau de l'Etat portera, d'un côté, pour type, la figure de la Liberté, et pour légende, Au nom du Peuple; de l'autre côté, une couronne de chêne et d'olivier, liée par une gerbe de blé; au milieu de la couronne, République française, démocratique, une et indivisible; et pour légende, Liberté, Egalité, Fraternité.

Les acres, timbres et cachets des cours inférieures, justices de paix et notaires, porteront pour type la figure de la Liberté, telle qu'elle formera un des côtés du sceau de l'Etat; pour exergue, République française; et pour légende le titre des autorités ou officiers publics par lesquels ils seront employés.

CANDIDATURE DE M. E. DE GIRARDIN.—*Profession de foi.—*

Etes-vous candidat?
Oui.
Votre profession de foi?
Résistance à l'arbitraire et à l'anarchie.
L'arbitraire est l'anarchie dans le pouvoir.
L'anarchie est l'arbitraire dans le peuple.
Vos garanties?
TOUS mes votes comme député de 1834 à 1848.
Ma démission le 14 février, ainsi conçue:

"Entre la Majorité intolérante et la Minorité inconséquente, il n'y a pas de place pour qui ne comprend pas:

"Le Pouvoir sans l'initiative et le progrès.

"L'Opposition sans la vigueur et la logique.

"Je donne ma démission."

TOUS mes articles, depuis le 24 février, reproduisant cette pensée sous toutes les formes:

"Organisez, ne désorganisez pas."

EMILE DE GIRARDIN.

MARÉCHAL BUGEAUD.—Voici la réponse faite par M. le maréchal Bugeaud aux électeurs du département de la Dordogne qui lui ont proposé d'être leur candidat à l'Assemblée nationale:

"La Durantie, ce 2 septembre 1848.

"Je n'étais pas pressé de rentrer dans la vie politique; j'aurais très volontiers attendu la prochaine législature pour me mettre sur les rangs; mais puisque vos candidatures nombreuses, dans celle de Paris se présentent à-la-fois dans ma retraite, je serais coupable, en le refusant, d'une lâche indifférence pour les destinées de la France, si déjà vieux, et inutile plusieurs autres années, et enfin Jean Baleche qui assaille et bat Antoinette Marie. D'après les nombreux exemples qui précèdent, il est évident que la force n'est pas encore du côté de la jupe, ni les égards du côté des pantalons. Les délinquants ont fourni caution pour l'avenir.

—John Glynn, accusé d'assaut et batterie sur la personne d'Etienne Dupart, h. c. l., a été envoyé devant la Cour de 1er District. Il a fourni caution garantissant sa comparution.

DUEL.—Joseph Letellier a fait un affidavit devant cette Cour, dans lequel il déclare que MM. J. A. Bonneval et Boutet devaient se battre en duel. Un warrant a été lancé pour arrêter les délinquants.

VOL.—John Mount Steven a été arrêté hier dans la 1ère Municipalité, sous la déposition de Solomon Miller, qui l'accuse d'avoir volé dans sa chambre, à l'hôtel de North America, encoignure Bienville et Levée, une somme de $250 en argent, un mandat de $150 sur Gardiner Norcam & Co, et une montre en or; le tout a été saisi sur la malle qui a été enfoncée. Différentes prévensions pèsent sur l'accusé, qui a été vu sortant de la chambre du plaignant, quelque temps avant que le vol fût découvert.

RECORDER BALDWIN.—Après une absence de trois mois, son honneur M. Baldwin est revenu en ville et a repris ses fonctions. Ce n'est que justice que de tressaillir que l'alderman Gelding, qui le remplaçait comme recorder, a rempli les devoirs de cet emploi avec tout le zèle et toute l'urbanité possible.

HORS DE COUR.—J. Gallagher accusé par J. K. Dunbar d'avoir eu en possession un drap qui était sa propriété, a prouvé qu'il avait acheté le drap réclamé par le plaignant, d'un nègre nommé G. Washington, pour la somme de $80; et que ledit nègre faisait profession de charretier et était propriétaire de différentes voitures. L'affaire a été mise hors de Cour, quoique le Sr Dunbar ait identifié le drap comme sa propriété, la recorder pensant que cette cause était du ressort de la justice civile.

VAGUERIE.—Leto Rotta, vagabond incorrigible a été envoyé devant la Cour de 3er, District.

"Il est trois heures: le banquet dure encore. Le temps est aussi beau que possible, et la journée semble devoir finir aussi splendide qu'elle a commencé. Un feu d'artifice terminera cette fête civique, où venant fraternisert avec la province, Paris paraît resserrer de plus en plus avec elle les liens d'une solidarité commune. A la vue d'un tel spectacle, on acquiert promptement cette conviction, qu'il n'y a plus ni Paris ni province; à mesure que les distances s'effacent, les dissensions cessent; il n'y a plus qu'une population ardemment d'un même esprit, s'ayant qu'un même désir et prête à se lever comme un seul homme pour la défense de nos libertés, aussi bien que pour celle de l'ordre social.

COMMISSION D'ENQUÊTE DE L'AN 3.—M. Ledru-Rollin a cité à la tribune le fameux rapport de la commission d'enquête de l'an 3. Dans ce rapport, on remarque les passages suivans:

"Il a tyrannie toutes les fois qu'il est attenté arbitrairement à la liberté individuelle des citoyens.

"Il y a tyrannie toutes les fois que la terreur devient le ressort et l'arme du gouvernement.

"Il y a tyrannie toutes les fois que les citoyens ne trouvent plus dans l'arche sainte des lois la garantie de leur vie, de leur honneur, de leur fortune, quand servent les lois criminelles, vengeresses du crime, mais protectrices de l'innocence, sont altérées, violées et ployées au gré et suivant l'intérêt ou le caprice des gouvernans."

"Il y a tyrannie, enfin, et c'en est le plus haut degré et le dernière période, quand le corps représentatif de la nation, investi de la confiance et des pouvoirs du peuple, est tenu en état d'oppression; quand la liberté des opinions est comprimée; et quand par l'abus criminel d'une confiance trop étendue, à la faveur d'une popularité trop facilement surprise, ceux-là même qui sont revêtus de cette confiance, qui ont acquis cette popularité, ne s'en servent que pour attirer à eux l'autorité, fonder leur despotisme, asservir le peuple, avilir et détruire ensuite par son avilissement même le corps représentatif de la nation.

"Ce mot serait en vain, citoyens collègues, que nous chercherons de dissimuler à la France, à l'Europe, ce que nous sommes forcés de nous avouer à nous-mêmes. Cet état de choses serait celui d'un gouvernement, négatif de tous les droits, excepté de toute liberté, de toute sûreté, meurtrier de la souveraineté du peuple et de son indépendance, meurtrier dans une acception plus exacte encore de la représentation nationale, cet état n'a que trop existé."

M. Carnot père.—M. Canonidière vient d'adresser au rédacteur de la *Réforme* une lettre dans laquelle nous remarquons le passage suivant:

"LONDRES, 5 septembre.

"Mon cher ami,

"Frappé par l'intimidation et tenu débats contradictoires par un vote de l'Assemblée nationale, qui me livre à des poursuites criminelles sous l'état de siége, j'ai dû me retirer en attendant que le fait de la force ait fait place à la justice légale des parts.

"Je connais les lenteurs des procès politiques, et vingt-deux mois de prévention, faits en 1834, n'ont appris qu'ils sont trop souvent subordonnés à des événemens propices aux conclusions qu'on espérait en tirer.